



RAPPORT ANALYTIQUE SUR LA MANIFESTATION DES MDM DANS LES MÉDIAS EN PÉRIODE ÉLECTORALE

septembre - octobre 2023

NDAO HIFIDY



Les idées et positions exprimées dans ce document ne reflètent pas nécessairement les opinions de
l'USAID ni de l'EISA.

PLAN

Contexte

Méthodologie d'analyse

Echantillon d'analyse

Manifestation des MDM dans les médias en période électorale

Résultats d'analyse de monitoring des MDM dans les médias

Origines des MDM dans les médias

Les catégories de MDM selon le canal de communication

Les principales sources de MDM selon leur genre

Les principales sources de MDM selon leur tranche d'âge

Les MDM selon leur niveau de risque

Les récurrences de MDM dans les médias

Les sujets de MDM les plus abordés dans les médias

Analyse de l'intention des auteurs de MDM

Les principales cibles de MDM

Les MDM à cible unique

Les MDM à plusieurs cibles

Synthèse de recommandations

CONTEXTE



Le contexte politico-électoral de la Grande Ile, durant la période allant du 16 septembre au 15 octobre 2023 est caractérisé par divers événements ayant eu des impacts non négligeables sur la stabilité socio-politique de la Grande Ile. Parmi ces événements notables, figure la révélation du décret de naturalisation du président de la République sortant et non moins candidat à l'élection présidentielle de 2023, Andry Rajoelina. Cette situation a généré plusieurs réactions au niveau de la sphère politique, notamment celle de la politicienne Fanirisoa Ernaivo, qui a mobilisé un mandataire auprès de la Haute cour constitutionnelle afin de déposer une requête aux fins d'invalidation de la candidature d'Andry Rajoelina. D'autres acteurs politiques, dont les 11 candidats à l'élection présidentielle de 2023, qui se sont unis en formant un collectif de candidats à savoir Marc Ravalomanana, Hery Rajaonari-mampianina, Hajo Andrianai-narivelo, Roland Ratsiraka, Siteny Randrianasoloniaiko, Paraina Auguste, Jean Jacques Ratsietison, Tahiana Razafinjoelina, Jean Brunelle Razafitsiandraofa, Andry Raobelina et Lalaina Ratsirahonana ont par la suite emboité le

pas à Fanirisoa Ernaivo, en remettant en cause l'acquisition de la nationalité française d'Andry Rajoelina. En argumentaire, le collectif des candidats table sur l'article 42 de l'ordonnance n°60-064 du 22 juillet 1960 portant Code de la nationalité malgache, qui stipule que tout citoyen qui acquiert volontairement une autre nationalité perd la nationalité malgache. En se basant sur ce texte de loi, le collectif des candidats, ont dénoncé la validité du certificat de nationalité d'Andry Rajoelina, ce document étant indispensable pour se présenter à l'élection présidentielle de Madagascar. Dans cette optique, le collectif des candidats réclame l'invalidation de la candidature d'Andry Rajoelina par la HCC, synonyme de sa disqualification de la course à la magistrature suprême. En outre, les 11 candidats à l'élection présidentielle de 2023, appuyés par des élus des deux Chambres parlementaires, ont émis une déclaration commune, dans laquelle ils dénoncent le non-respect de la Constitution, la partialité des organes étatiques envers le candidat Andry Rajoelina, les anomalies dans l'organisation des élections, ou encore l'inconstitutionnalité de la validation de la candidature d'Andry Rajoelina. Ainsi, le collectif des candidats réclame la restructuration de la CENI, jugée partielle, et le remplacement de la Haute cour constitutionnelle par une Cour électorale spéciale, pour la même raison. De son côté, le président de la République sortant s'est également exprimé sur la

conjoncture politique. Ainsi, Andry Rajoelina a vivement critiqué les intentions de certains politiciens, notamment des 11 candidats, qui, selon lui, visent à provoquer une crise politique à Madagascar. Durant son allocution, l'ancien chef d'Etat s'est fermement opposé à l'idée de créer de nouvelles structures en charge de l'organisation des élections, tout en rejetant catégoriquement toute proposition de mise en place de transition politique. Pour clôturer son discours, il a défendu l'idée de laisser le peuple malgache exercer son droit de vote et élire son dirigeant.

Le 2 octobre, soit une semaine avant le début de la campagne électorale, le collectif des 11 candidats a décidé d'organiser une manifestation pour réclamer la disqualification du candidat Andry Rajoelina, la refonte de la Commission Électorale Nationale Indépendante, la mise en place d'une Cour Électorale Spéciale et l'opposition à la mise en place du gouvernement collégial. Représenté par 8 candidats, à savoir Marc Ravalomanana, Hery Rajaonari-mampianina, Hajo Andrianai-narivelo, Jean Jacques Ratsietison, Andry Raobelina, Roland Ratsiraka, Tahiana Razafinjoelina et Paraina Auguste, a entamé une marche depuis Anosy jusqu'au Palais des Sports de Mahamasina. L'entrée du site ayant été bloquée par les forces de l'ordre, le collectif des candidats et leurs partisans ont décidé de rejoindre la Place du 13 mai.

CONTEXTE

Lors d'un point de presse, le candidat Jean Jacques Ratsietison a justifié cette décision par la récurrence des refus d'octroi d'autorisation du collectif à organiser une réunion dans des espaces clos, tels qu'Andy By pass ou encore les Palais des Sports, les obligeant ainsi à s'exprimer dans la rue. Le collectif des candidats et leurs partisans ont été interceptés par le barrage de nombreux éléments de l'État-Major Mixte Opérationnel à l'entrée du tunnel d'Ambohidahy. Après plusieurs minutes de discussion qui s'est finalement transformée en bousculade, les forces de l'ordre ont lancé des bombes lacrymogènes pour stopper l'avancement des militants et disperser la foule. Les candidats ont regagné leurs véhicules respectifs, tandis que les manifestants se sont dispersés. La manifestation qui se voulait pacifique s'est soldée par l'arrestation de deux personnes, à savoir Rina Randriamasinoro, Secrétaire Général du parti Tiako i Madagasikara, et l'ancien garde du corps du candidat Marc Ravalomanana. Sept blessés ont été recensés, dont le candidat Andry Raobelina, touché au visage, et Rivo Rakotovao, du parti HVM, blessé à la jambe. Le candidat Tahina Razafinjoelina a déclaré que le Collectif des 11 candidats était déterminé à poursuivre les manifestations et a donné rendez-vous aux partisans le 3 octobre pour occuper la Place du 13 mai. Le 3 octobre, Le candidat Andry Rajoelina a profité de la présentation officielle de la plateforme Isika Rehetra Miaraka amin'ny Andry Rajoelina

(IMRAR) au quartier général du parti Tanora Gasy Vonona (TGV) à l'Arena Ivandry pour s'adresser au Collectif des 11 candidats. Dans son discours, il a revendiqué être malgache tout en réitérant son amour pour la nation. Accusant les membres du collectif d'être des fauteurs de troubles, il a montré sa détermination à briguer un deuxième mandat. Dans son allocution, il a clairement souligné que personne ne pourra l'empêcher d'être candidat à sa propre succession et qu'il ne va plus faire de concession, comme ce fut le cas en 2013 où il a consenti au « ni...ni » pour préserver l'apaisement. Face à cette situation, le Conseil œcuménique des églises chrétiennes de Madagascar (FFKM) a organisé une concertation à Ampandranana, rassemblant les 13 candidats à la présidentielle ou leurs représentants. L'objectif de cette initiative est d'instaurer un climat apaisé avant le début de la campagne électorale et la tenue des élections. Les représentants des candidats Hery Rajaonarimampianina et d'Auguste Paraina ont quitté la concertation en début d'après-midi. Rivo Rakotovao, représentant du candidat Hery Rajaonarimampianina, a précisé qu'il ne souhaitait pas négocier avec les responsables des répressions et violences. Eleonore Johasy a souligné que le parti Tsara Tahafina reste ouvert au processus de dialogue, insistant sur le fait que cela doit se dérouler dans une atmosphère apaisée. Le dialogue initié par le FFKM reprendra le lundi 9 octobre.



CONTEXTE

Entre temps, Herimanana Razafimahefa, président du Sénat a révélé, sur les médias audiovisuels français France 24 et RFI, qu'il aurait été victime de menaces de mort et de pression, l'obligeant à signer une lettre de renonciation au poste de président de la République par intérim. Durant sa sortie médiatique, le numéro Un du Sénat affirme avoir reçu des menaces de la part de membres du gouvernement, de l'ancien sénateur Sylvain Rabetsaroana et de Soja Jean André conseiller spécial du PRM, l'obligeant à renoncer au poste de président de la République par intérim. Le 12 octobre, les sénateurs majoritaires au sein de la Chambre haute ont convoqué une réunion extraordinaire, durant laquelle 15 sénateurs ont voté pour la déchéance de Herimanana Razafimahefa de son poste de président du Sénat. Le même jour, les sénateurs ont choisi le Général Richard Ravalomanana pour être à la tête du Sénat. En outre, la date du 12 octobre a également été marquée par la publication de la décision n° 14-HCC/D3 par la Haute cour constitutionnelle reportant la tenue du 1er tour des présidentielles d'une semaine. Ainsi, la HCC a décidé de reporter d'une semaine la tenue du premier tour de l'élection présidentielle dans la Grande Ile, soit le 16

novembre 2023 au lieu du 9 novembre 2023 comme prévu initialement. Selon le communiqué de la HCC, cette résolution a été prise en vertu de son pouvoir de régulation, en réponse à la demande du candidat Andry Raobelina, invoquant un cas de force majeure. Le candidat en question, qui fait partie du collectif des candidats, a été blessé à l'œil et à la jambe, à la suite d'affrontements avec les éléments des forces de l'ordre. Le candidat a ainsi requis l'avis de professionnels de santé, pour évaluer son état de santé. Selon l'avis médical, Andry Raobelina aurait été jugé incapable de mener une campagne électorale, raison pour laquelle son mandataire a déposé une requête auprès de la Cour d'Ambohidahy afin de reporter d'un mois au moins, la campagne électorale du premier tour de l'élection présidentielle de 2023. La requête du candidat ait été jugée recevable. A titre de rappel, le collectif des candidats a commencé les manifestations dans les rues de la capitale et ses périphéries depuis le 2 octobre. Les manifestations du collectif et de leurs partisans se sont poursuivies tous les jours, et se sont souvent caractérisés par des heurts relativement violents, des arrestations, et des jets de gaz lacrymogène.

MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE

La méthodologie appliquée par CID dans la mise en œuvre de l'activité de fact-checking, et rapportée dans ce document, est basée sur un suivi-analyse de l'information, matérialisé par des activités de monitoring. Le but étant d'avoir une vision globale de la manifestation des MDM à caractère politique et électorale véhiculées dans les médias malgaches. Dans le cadre du programme « Ndao Hifidy », le principal objectif consiste à contribuer à la lutte contre les MDM en période électorale, dans le dessein de renforcer l'exactitude des informations, garantes du choix éclairé des lecteurs, mais aussi et surtout d'une élection apaisée, légitime et acceptée par l'ensemble de la société.



LA MANIFESTATION DES MDM DANS LES MÉDIAS EN PÉRIODE ÉLECTORALE

Durant les événements socio-politiques et électoraux qui se sont produits dans la Grande Ile à quelques semaines du scrutin présidentiel, les médias, qu'ils soient traditionnels ou numériques, ont été le théâtre d'informations sensibles, lesquelles, dans le cadre de notre document, sont classées en trois catégories, à savoir les mésinformations, désinformations et malinformations (MDM).

En période électorale, ces informations sensibles peuvent avoir plusieurs impacts. En effet, les MDM peuvent influencer les électeurs en les poussant à prendre des décisions basées sur des données incorrectes. En outre, cela peut fausser le processus démocratique en favorisant des candidats ou des partis qui bénéficient de la diffusion de ces informations. Aussi, les MDM peuvent exacerber les divisions

existantes au sein de la société en présentant des points de vue extrêmes ou en créant des conflits. Cela peut conduire à une polarisation accrue entre les électeurs, rendant plus difficile le dialogue politique constructif. La propagation des MDM peut également entraîner une perte de confiance dans les médias traditionnels et les institutions politiques. Les électeurs peuvent devenir méfiants à l'égard des informations diffusées, ce qui peut compromettre la crédibilité des médias et des processus électoraux. Enfin, les MDM peuvent être utilisées pour manipuler les perceptions des électeurs à propos des candidats, des partis ou des enjeux politiques, et peuvent influencer la façon dont les électeurs perçoivent les questions importantes et les positions des candidats, affectant ainsi leurs choix électoraux.

ÉCHANTILLONS D'ANALYSE

Echantillons Facebook

4

Groupes de discussions
Facebook

6

Pages et profils
d'influenceurs
politiques

6

Pages et profils
à vocation
informative

13

Pages et profils
des candidats à
la présidentielle

Echantillons Médias classiques

2

Stations
télévisées

2

Stations
radiophoniques

4

Presses écrites

Echantillons Pure-players

2

Sites Pure-
players

RÉSULTATS DE MONITORING

PÉRIODE D'ANALYSE:
16 SEPTEMBRE AU
15 OCTOBRE 2023

1001

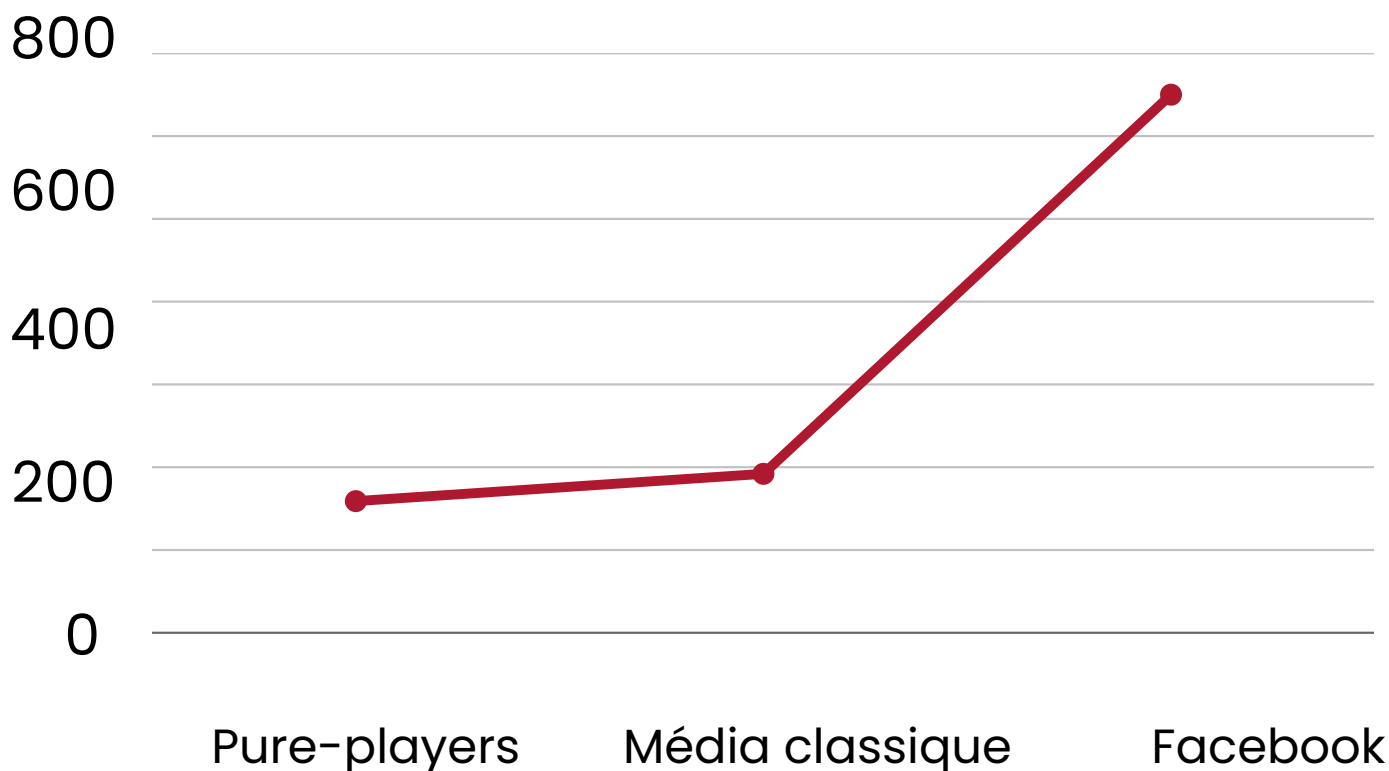
Fausses
informations

Durant la période d'analyse comprise entre le 16 septembre et le 15 octobre 2023, l'unité de monitoring des médias a recensé un total de 1001 MDM à caractère politique et électoral dans les médias malgaches. Facebook reste le principal foyer de MDM, dans la mesure où 65% des MDM durant cette période ont été recueillies sur la plateforme, contre 19,2% MDM recensées dans les médias classiques, et enfin 15,9% recueillies au niveau des pure-players de l'information. Ces statistiques indiquent que la majorité des informations sensibles diffusées durant la période indiquée plus haut ont été repérées sur Facebook, suggérant ainsi que ce réseau social continue de jouer un rôle prépondérant dans la diffusion des MDM à vocation politique et électorale à Madagascar.

Le nombre élevé d'informations sensibles sur Facebook est éventuellement lié à la viralité et à la facilité de partage de contenu sur cette plateforme.

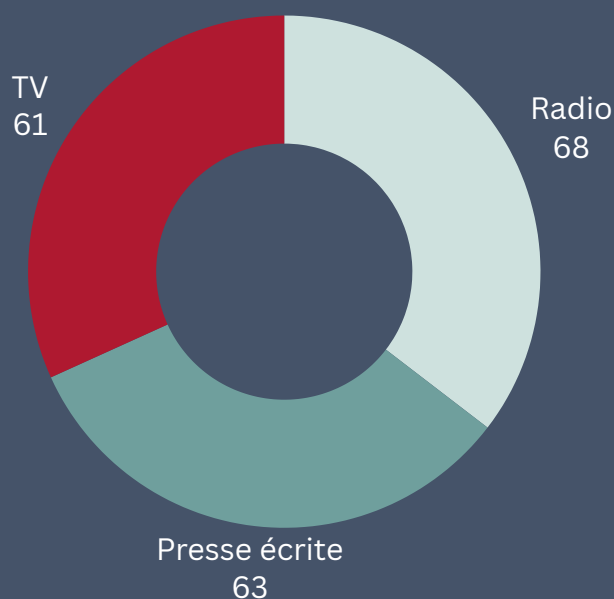
Bien que les médias classiques jouent un rôle moins important dans la diffusion de MDM comparé à Facebook, leur impact reste cependant non négligeable. En effet, avec 192 MDM recensées durant un mois, les médias classiques continuent d'avoir une influence significative sur le discours politique.

De leur côté, les pureplayers semblent jouer un rôle modéré dans la diffusion de l'information politique. Cependant, étant donné leur nature en ligne, ils pourraient atteindre un public plus spécifique et engagé, offrant ainsi un espace pour un débat plus approfondi sur les questions politiques.



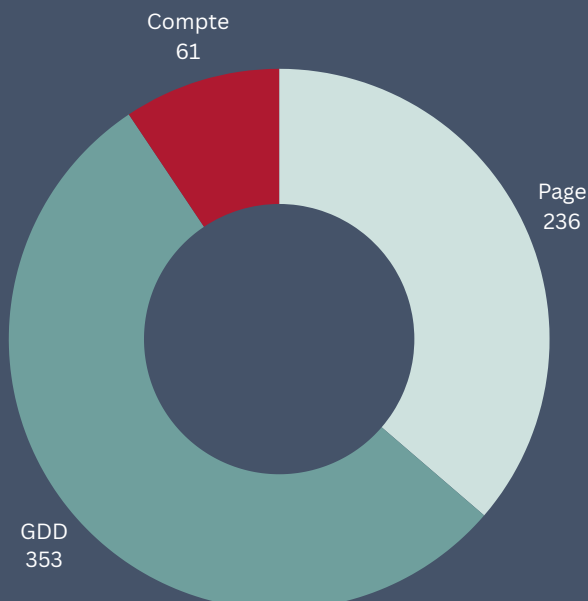
ORIGINE DE MDM DANS LES MÉDIAS

Origine des MDM dans les médias classiques



Base: 192

Origine des MDM sur Facebook



Base: 650

Les graphiques ci-dessus font état de la manifestation des informations sensibles à vocation politique et électorale dans les médias classiques et sur le réseau social Facebook.

Au niveau des médias classiques, sur un total de **192 MDM** recensées, 68 d'entre elles recensées à la radio, 63 dans la presse écrite et 61 à la télévision. Ces chiffres indiquent que la radio joue un rôle prédominant dans la diffusion de MDM. En effet, la radio reste le média le plus utilisé à Madagascar, notamment pour la diffusion d'information à vocation politique, dû à sa portée étendue et sa disponibilité pour un large public. Par ailleurs, la presse écrite et la télévision jouent également un rôle non négligeable dans la propagation de MDM. Pour le réseau social Facebook, les groupes de discussion restent les principaux foyers de MDM, avec

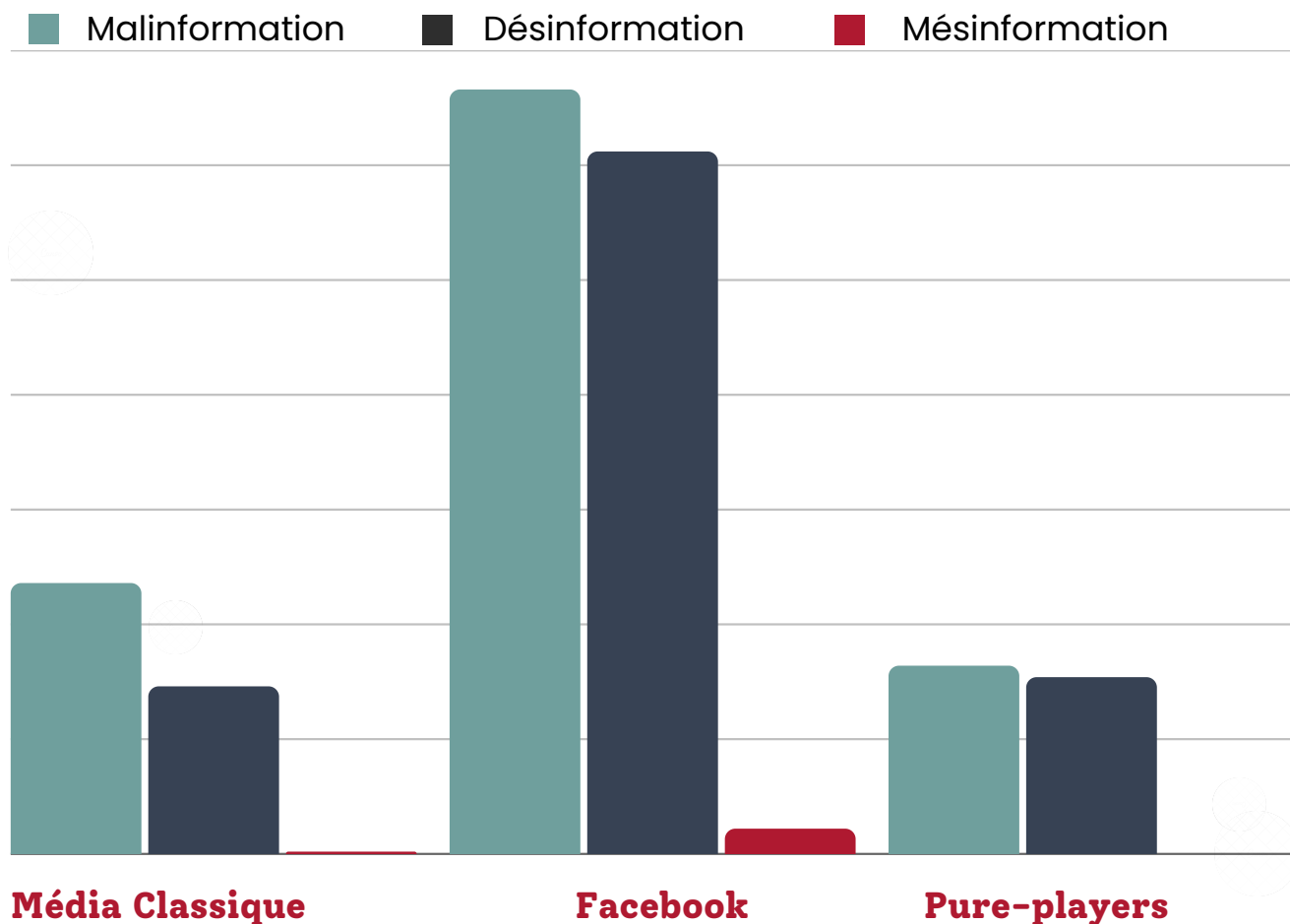
353 cas recensés. Ces données indiquent que les groupes de discussion jouent, un rôle essentiel dans la circulation d'informations politiques, témoignant une participation active de la communauté en ligne dans les discussions politiques. En outre, 236 MDM ont été recensées au niveau des pages Facebook d'influenceurs politiques, des pages à vocation informative et des pages de candidat à la présidentielle. Une telle diffusion d'informations sensibles à vocation politique et électorale peut avoir un impact significatif sur l'opinion publique et potentiellement sur le processus électoral. Par ailleurs, le fait que 61 MDM aient été recensées sur les comptes personnels souligne l'importance de la dimension personnelle dans la diffusion d'informations politiques, ce qui peut influencer l'opinion publique de manière plus directe.

LES CATÉGORIES DE MDM SELON LE CANAL DE COMMUNICATION

Ce graphique présente le nombre d'occurrences de chaque catégorie de MDM dans différents types de médias. Sur un total de 192 MDM dénombrées dans les médias classiques, 118 d'entre elles sont catégorisées en tant que malinformation, 73 dans la catégorie de la désinformation, et enfin une information sensible a été classée dans la catégorie de la mésinformation. Pour le réseau social Facebook, sur un total de 650 MDM recensées, l'unité de monitoring des médias a répertorié 333 cas de malinformations, 306 désinformations, et enfin 11 mésinformations. Pour les pure-players

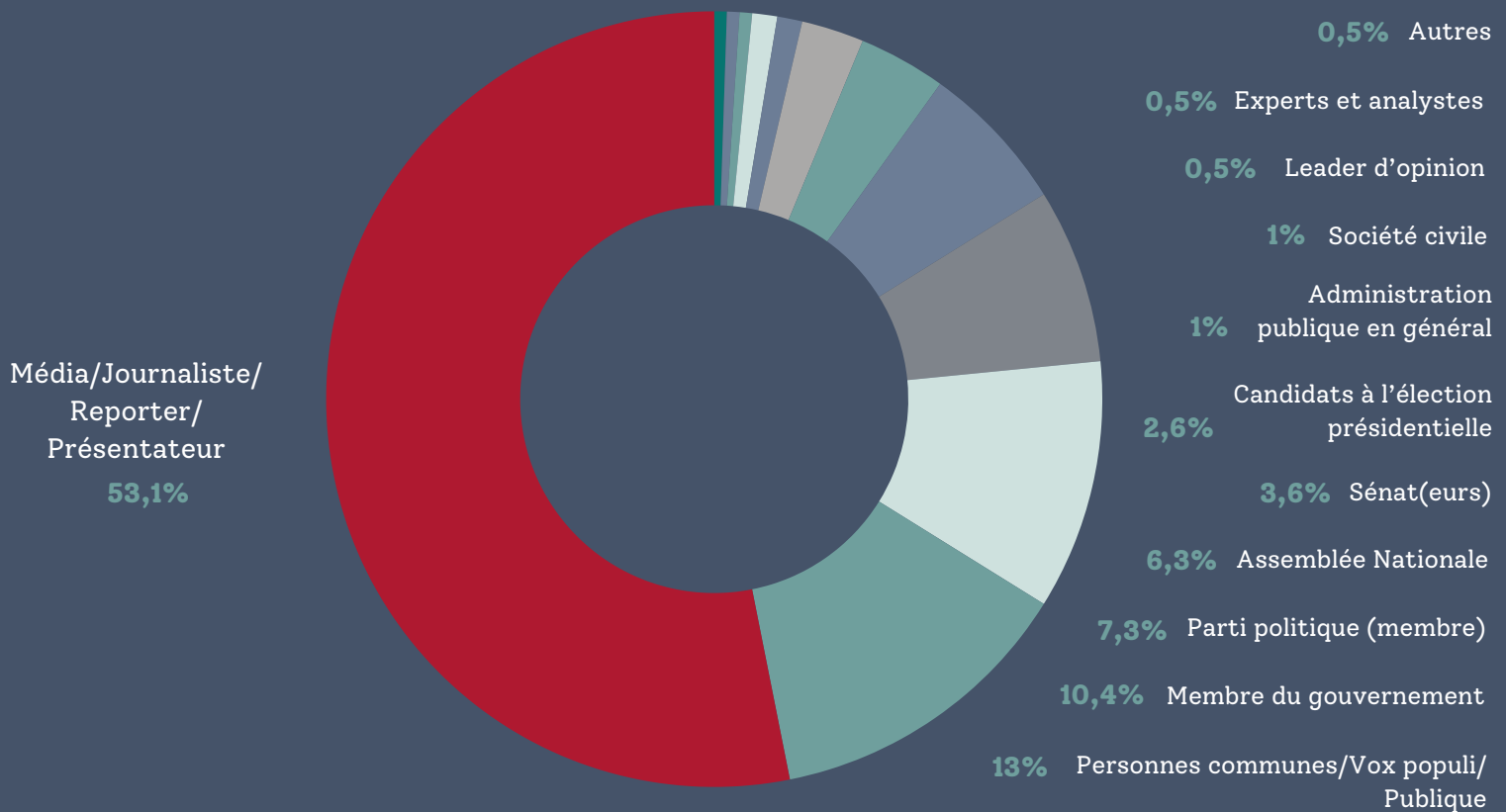
de l'information, l'on n'a recensé aucun cas de mésinformation, tandis que 82 cas de malinformations ont été répertoriés, contre 77 cas de désinformations. D'une manière générale, ces données soulignent l'importance de la vigilance et de la vérification des informations, dans la mesure où les trois canaux de communication que sont Facebook, les médias classiques et les pure-players de l'information sont tous sujettes à la diffusion massive de malinformations et de désinformations, en particulier sur les plateformes de médias sociaux comme Facebook, en raison de la

rapidité de la circulation de l'information sur les réseaux sociaux, où le contenu peut se propager rapidement sans être correctement vérifié. Les désinformations sont également présentes sur les trois canaux de communication, suggérant ainsi le besoin d'une meilleure gestion de l'information sur cette plateforme. Par ailleurs, le faible nombre de mésinformations recensées sur Facebook et dans les médias classiques, et l'inexistence de mésinformation au niveau des pure-players de l'information, indique une rigueur plus ou moins accrue dans la vérification des faits.



LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM

LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM DANS LES MEDIAS CLASSIQUES



Base: 192

Le graphe ci-dessus illustre les principales sources de MDM dans les médias classiques. Ainsi, sur un total de 192 MDM recensées, 102 d'entre elles ont été véhiculées par des professionnels des médias ; 25 par des personnes communes, qui sont intervenues durant des émissions interactives ou lorsqu'ils ont été interviewés dans le cadre de micro-trottoir ; 20 MDM ont été formulées par des membres du gouvernement ; 14 par des politiciens ; 12 par des députés ; 7 par des sénateurs ; 5 par des candidats à l'élection présidentielle. Bien que les professionnels des médias soient censés maintenir des normes élevées de précision et d'intégrité journalistique et sont régulés par des normes professionnelles et des mécanismes de responsabilisation, ces données

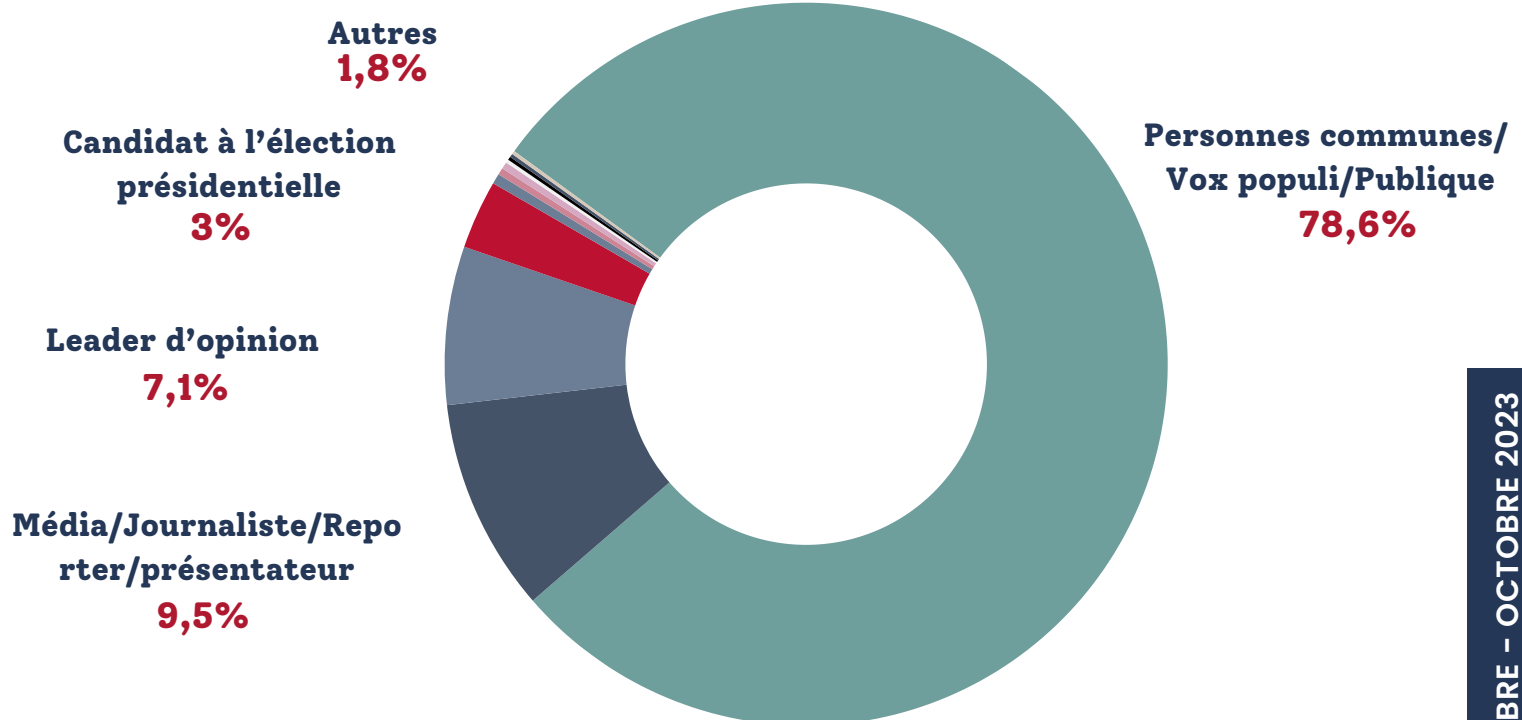
indiquent que certains journalistes, reporters ou chroniqueurs sont les principales sources de MDM dans les médias classiques. Ces chiffres s'avèrent relativement préoccupants quant à la qualité du journalisme et à la responsabilité des médias dans la diffusion d'informations précises et fiables. Les membres du gouvernement, les politiciens, les députés, les sénateurs et les candidats à l'élection présidentielle contribuent également à véhiculer des informations sensibles, indiquant des lacunes dans la communication de ces entités, mais éventuellement des intentions délibérées de la manipulation de l'information ou encore la politisation de l'information.

LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM

LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM SUR FACEBOOK

Ce graphique montre visuellement les données relatives aux principales sources de MDM sur le réseau social Facebook. Les chiffres démontrent que la majorité des informations sensibles à vocation politique et électorale diffusées sur Facebook proviennent de citoyens lambda, représentant 78,6% des 650 MDM véhiculées sur le réseau social. Cette situation indique que les MDM à vocation politique et électorale ne sont pas seulement un problème lié aux acteurs professionnels, mais sont également répandues parmi les citoyens. En outre, ces données sont justifiées par la facilité d'accès à Facebook, la rapidité de partage d'informations, ou encore un manque de sensibilisation à la vérification des faits. Bien que les professionnels des médias soient

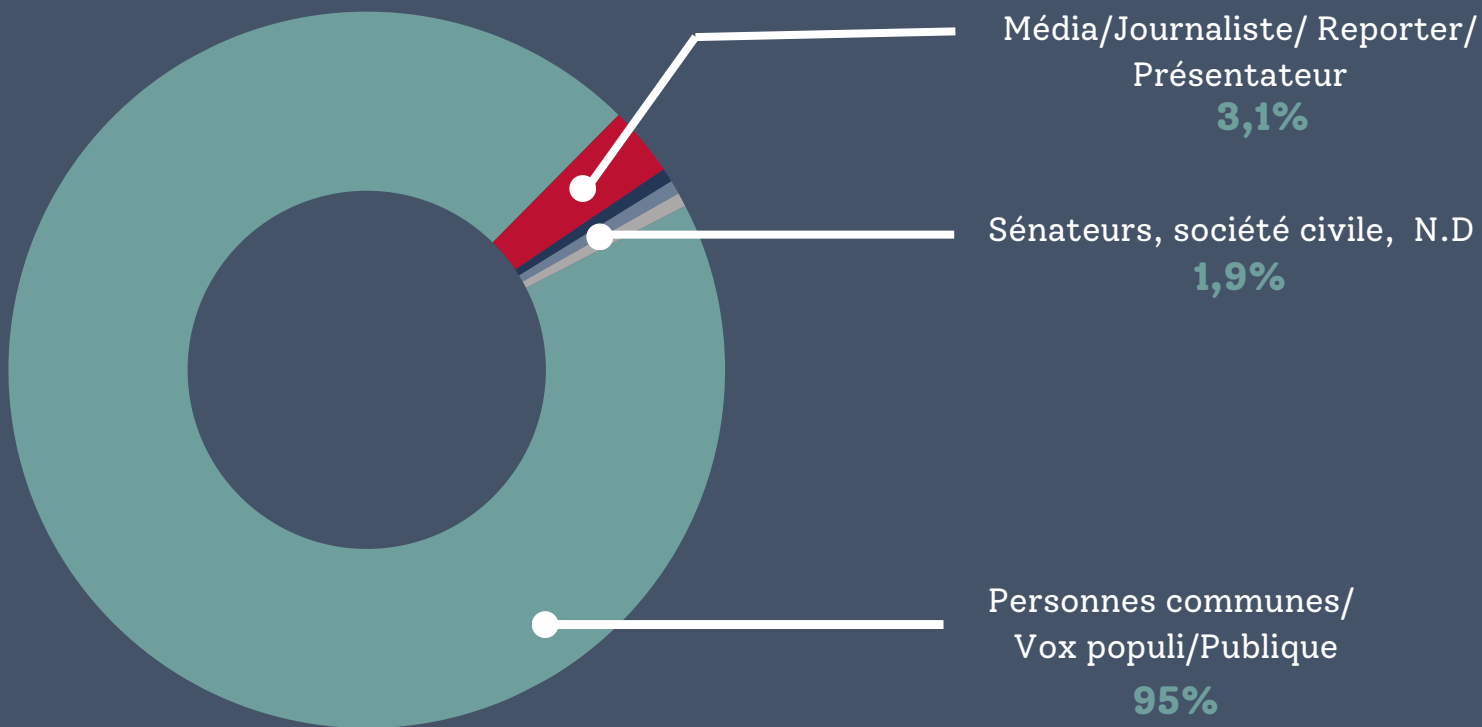
moins enclins à diffuser des MDM sur le réseau social, ils contribuent néanmoins à la diffusion d'informations sensibles, à hauteur de 9,5%. De leur côté, les leaders d'opinion contribuent également de manière significative à la propagation des MDM sur Facebook, avec 7,1% des MDM recensées. Pour leur part, les candidats à l'élection présidentielle contribuent d'une manière relativement faible à la propagation d'informations sensibles sur Facebook, à hauteur de 3,1%. Toutefois, le fait que les prétendants à la magistrature suprême du pays aient véhiculé une vingtaine de 20 MDM sur Facebook s'avère inquiétant, en raison de leur statut et leur impact potentiel sur le processus démocratique.



Base: 650

LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM

LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM DANS LES PURE-PLAYERS



Base: 159

Le graphique révèle une dynamique significative en ce qui concerne la propagation des 159 MDM identifiées au sein des pure-players de l'information. La prépondérance écrasante de ces MDM, soit 151 sur 159, a été générée par des individus ordinaires. Ces chiffres mettent en lumière la facilité avec laquelle les MDM peuvent se propager à travers les canaux de communication en ligne, où les particuliers ont la latitude de partager des informations sans passer par des filtres institutionnels.

Bien que les citoyens ordinaires se positionnent comme les principaux vecteurs de MDM dans le contexte des

pure-players de l'information, il est crucial de noter que les professionnels des médias ont contribué à la diffusion de 5 MDM au sein des médias en ligne indépendants. Cette observation souligne la nécessité d'une vigilance accrue au sein de la profession journalistique pour prévenir la diffusion, qu'elle soit intentionnelle ou non, d'informations potentiellement sensibles. Les journalistes ont un rôle central à jouer dans la fourniture d'informations précises, fiables, impartiales et vérifiées, renforçant ainsi la responsabilité et la confiance du public dans le paysage médiatique en constante évolution.

LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM SELON LEUR GENRE

Les représentations graphiques ci-dessous illustrent les sources de MDM selon leur genre. D'après les données ci-après, les hommes jouent un rôle prédominant dans la diffusion de MDM, en particulier dans les médias classiques et sur Facebook. En effet, sur un total de 192 MDM recensées dans les médias classiques, 116 d'entre elles ont été véhiculées par des hommes. Le même constat est observé au niveau de Facebook, dans la mesure où le genre masculin est le principal auteur de MDM à hauteur de 298 MDM sur un total de 650 informations sensibles recensées sur le réseau social. Même si les hommes semblent être les principales sources de MDM, aussi bien sur Facebook que dans les médias classiques, les femmes ont

également une contribution significative dans la diffusion d'informations sensibles. Pour cause, sur les 192 cas de MDM recensés dans les médias traditionnels, 30 MDM sont attribuées à des femmes. Parallèlement, les femmes ont été la source de 170 MDM véhiculées sur Facebook, soit plus de 26% des MDM recensées sur le réseau social.

Au niveau des pure-players de l'information en particulier, le genre des sources d'informations sensible n'a pas pu être déterminé dans la majorité des cas, étant donné que les internautes se cachent habituellement derrière des identités fictives ou dissimulent leur véritable identité. Les auteurs de MDM utilisent diverses techniques pour

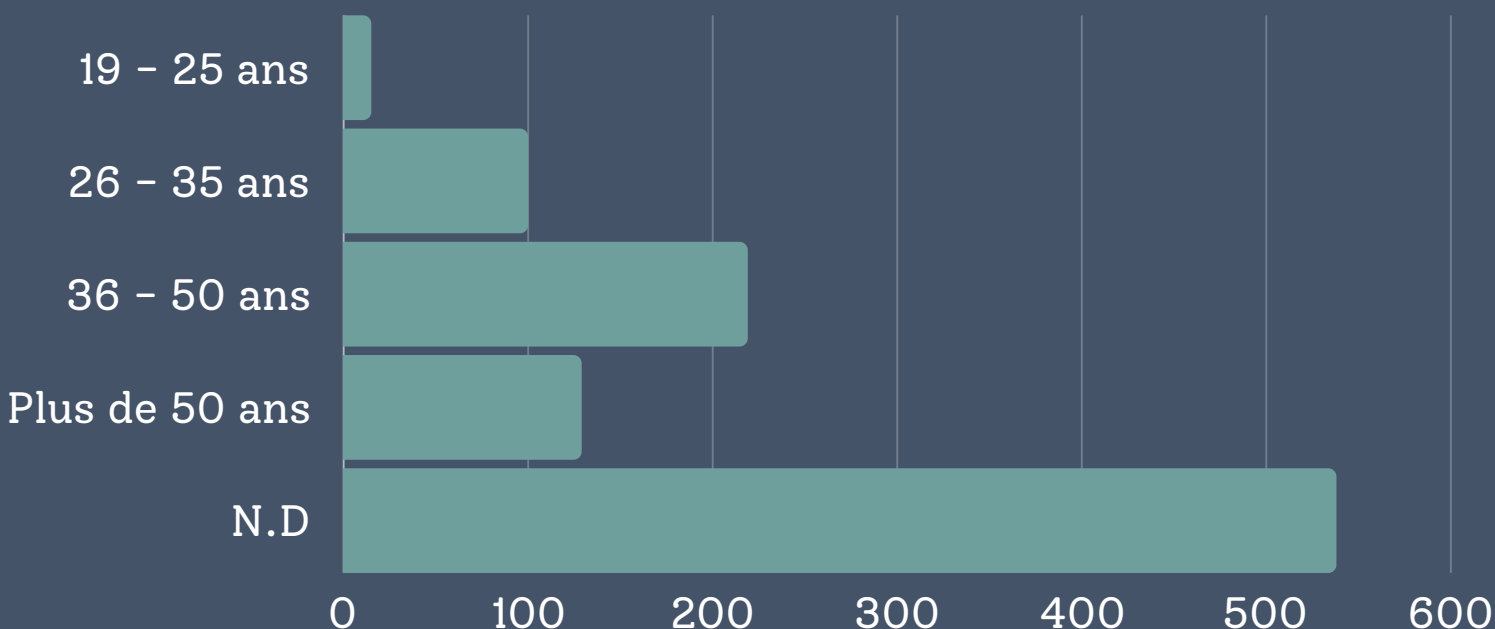
masquer leur identité en ligne, notamment en utilisant des pseudos anonymes lors de la création de leur profil, en ajustant les paramètres de confidentialité sur les plateformes pour restreindre l'accès à leurs informations personnelles, ou encore en évitant d'utiliser des photos personnelles, ce qui rend difficile leur identification. D'autre part, les groupes d'individus contribuent également à la propagation de MDM, essentiellement dans les médias classiques et sur Facebook.

D'une manière générale, le genre des sources de MDM est attribué à des groupes d'individus, lorsque les informations sensibles sont véhiculées à travers des communiqués de presse ou autres déclarations communes.



Base: 1001

LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM SELON LEUR TRANCHE D'ÂGE



Base: 1001

Les données ci-après illustrent la tranche d'âge des sources de MDM à caractère politique et électoral à Madagascar, tous médias confondus, durant la période allant du 16 septembre au 15 octobre 2023. Il convient de souligner que la tranche d'âge des jeunes de 15 à 18 ans n'a pas été impliquée dans la diffusion de MDM à vocation politique ou électoral. Par ailleurs, une concentration significative d'auteurs de MDM dans les tranches d'âge de 26 à 35 ans et de 36 à 50 ans est observée, totalisant 319 cas de MDM. Ces chiffres indiquent que les individus issus des tranches d'âge intermédiaires sont plus actifs dans la diffusion d'informations sensibles à vocation politique et électoral. Bien que la tranche d'âge de 19 à 25 ans soit moins enclin à diffuser des MDM, ces données

indiquent que les jeunes de cette tranche d'âge participent activement à la diffusion de MDM. D'autre part, les individus de plus de 50 ans sont également des sources d'informations sensibles à vocation politique et électoral, avec 129 cas répertoriés pour cette tranche d'âge. En outre, la tranche d'âge de plus de la moitié des sources de MDM n'a pas pu être répertorié.

Cette situation s'explique par le fait que les utilisateurs de réseaux sociaux et d'autres plateformes en ligne peuvent facilement créer des comptes anonymes et des faux comptes, rendant difficile la vérification de leur âge et de leur identité, favorisant ainsi la propagation de mésinformations, désinformations et malinformations sur ces nouveaux médias.

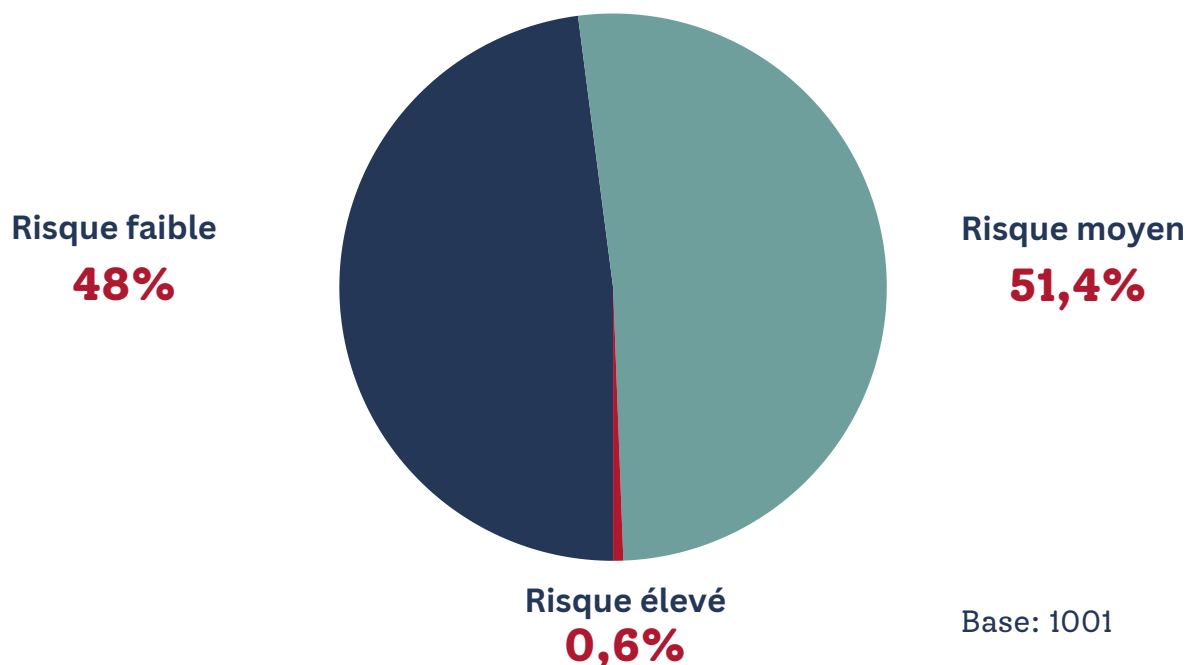
LES MDM SELON LEUR NIVEAU DE RISQUE

Le graphe ci-après indique le niveau de risque des MDM recensées dans les médias entre le 16 septembre et le 15 octobre 2023. Sur un total de 1001 MDM répertoriées durant cette période, 48% d'entre elles ont été jugées à faible risque, 51,4% ont été évaluées à risque moyen et seulement 0,6% des MDM ont été jugées à risque élevé. Ces données suggèrent que près de la moitié des informations sensibles à caractère politique et électorale recensées dans les médias malgaches présentent un risque faible, ce qui peut être interprété comme un signe positif, car elles ont peu de chance de perturber le processus électoral ou d'influencer les opinions de manière significative. Par ailleurs, le fait que 51,4% des MDM aient été évaluées à risque moyen indique que ces informations sensibles ont le potentiel d'influencer les opinions et le processus électoral. Enfin, bien que très peu nombreuses par rapport aux MDM à faible et à moyen risque, les informations sensibles à haut risque doivent être prises en considération à cause de leurs impacts directs sur le processus électoral. En effet, les MDM à haut risque peuvent déformer l'opinion publique en diffusant des informations trompeuses sur les candidats, les partis politiques, et les problèmes politiques, influençant ainsi négativement les choix des électeurs. Ils peuvent également aggraver les tensions sociales en créant des conflits entre partisans, en provoquant des troubles civils ou en perturbant le

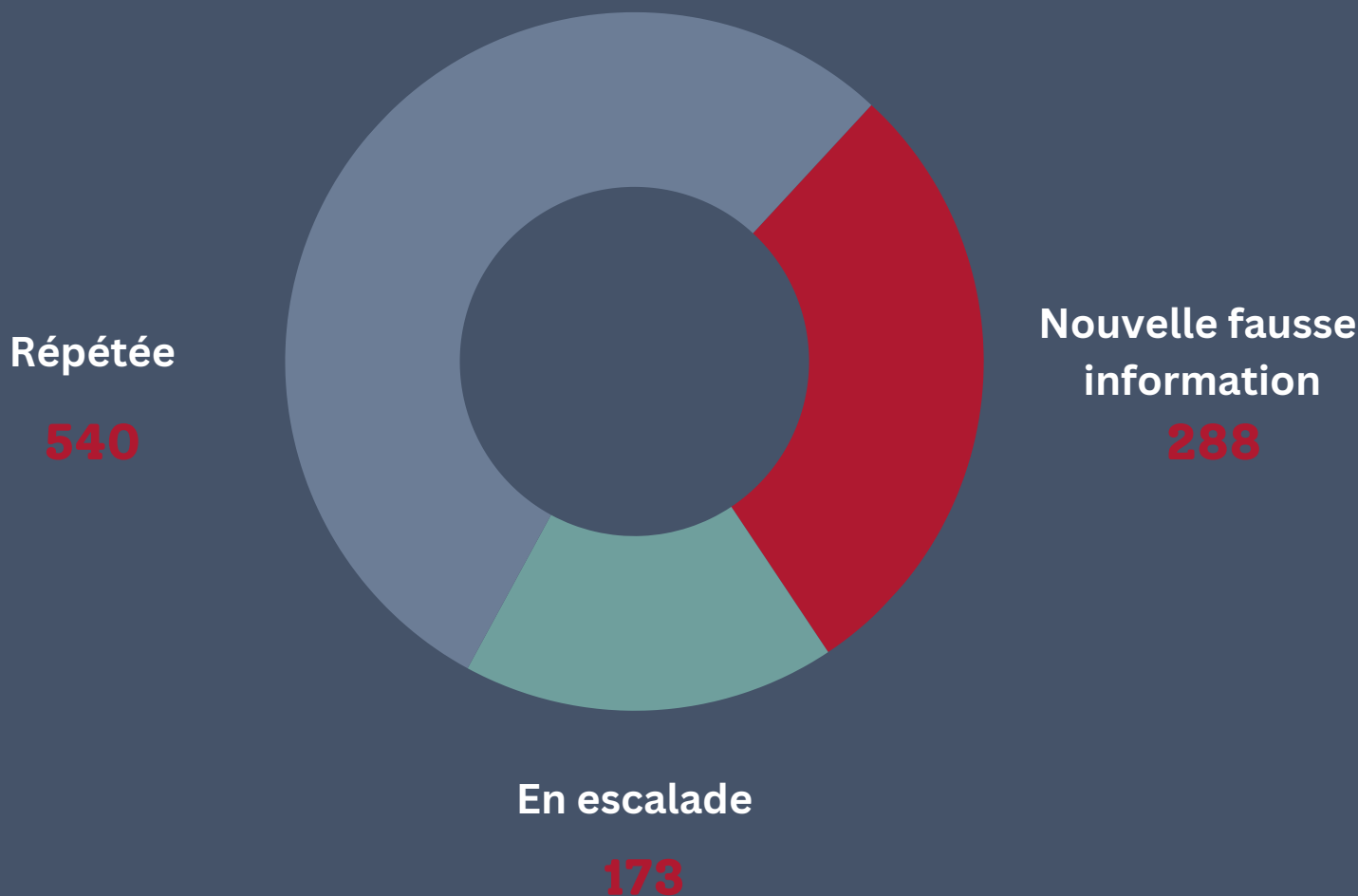
processus électoral. En parallèle, ces pratiques peuvent éroder la confiance du public dans le système électoral, entraînant une baisse de la participation électorale.

Il convient de souligner que, dans le cadre de ce document, l'échelle de risque d'une information sensible est évaluée en fonction du contenu du discours. Dans cette optique, il s'agit de juger si le discours vise à porter préjudice à la crédibilité et aux enjeux des élections et peut avoir une conséquence directe sur le processus électoral.

L'échelle de risque est également évaluée en fonction du statut de l'auteur de l'information sensible. En effet, une information sensible peut éventuellement être jugée à risque moyen ou à haut risque si elle émane d'une personne influente, en l'occurrence un politicien, un leader d'opinion, un candidat à la présidentielle ou encore un membre de l'administration publique. En revanche, une MDM peut être jugée à risque faible si elle provient d'un citoyen lambda. En outre, pour la plateforme Facebook et les pure-players de l'information, l'échelle de risque tient également en compte le niveau d'engagement de la communauté en ligne. Ainsi, une information sensible peut éventuellement être évaluée à moyen, voire à haut risque en fonction du nombre de réactions, du nombre de partage ou encore du nombre de commentaires généré par l'article, la publication ou encore le commentaire.



LA RECURRENCE DE MDM DANS TOUS MÉDIAS CONFONDUS



Base: 1001

Les données ci-dessus font état de la récurrence des informations sensibles à vocation politique et électorale diffusées dans les médias traditionnels et les plateformes de nouveaux médias malgaches durant la période comprise entre le 16 septembre et le 15 octobre 2023. Durant cette période, l'unité de monitoring des médias a recensé 1001 MDM dans les médias malgaches, des chiffres qui s'avèrent alarmants, étant donné que cela indique un environnement d'information très polarisé et sujet à des manipulations fréquentes, ce qui peut avoir un impact négatif sur la démocratie et la compréhension publique des enjeux politiques. Sur ces MDM, 288 d'entre elles sont des nouvelles MDM, 540 MDM sont répétées, et enfin 173 MDM en escalade.

Les nouvelles MDM témoignent de la création continue de contenu trompeur, et suggère l'existence de sources actives de MDM. D'autre part, la répétition fréquente d'informations sensibles évoque une persistance de divers acteurs dans la diffusion de MDM. En outre, la répétition d'une information sensible contribue à sa légitimation aux yeux du public, mais souligne également des défis dans la réfutation active de ces informations. Par ailleurs, le fait que 173 sur 1001 MDM soit en escalade indique une amplification délibérée d'une information sensible, dans le but d'accroître son impact aussi bien au niveau de la communauté en ligne que dans la société en général.

LES SUJETS DE MDM LES PLUS ABORDÉS DANS TOUS MEDIAS CONFONDUS

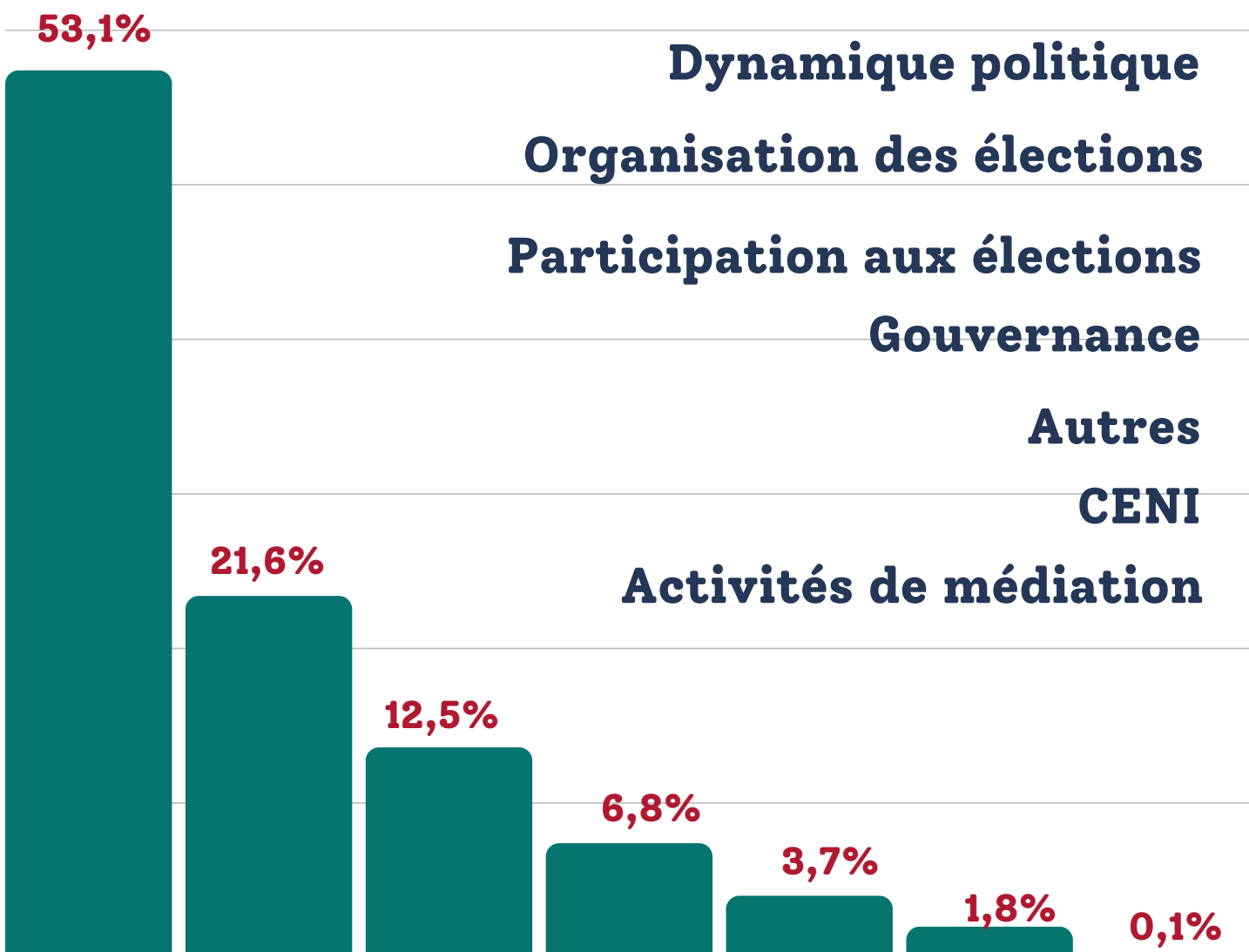
Il s'agit ici de dégager le sujet le plus abordé dans les MDM véhiculées dans les médias classiques et dans les plateformes en ligne à Madagascar, lorsque les thématiques politiques et électorales sont discutées dans ces médias.

Sur les 1001 MDM recensées en un mois dans les médias classiques et nouveaux médias à Madagascar, 53,1% d'entre elles sont relatives à la dynamique politique, 21,6% portent sur l'organisation des élections, 12,5% évoquent la participation aux élections, 6,8% sont portées sur la gouvernance, 3,7% sont relatives à d'autres sujets

politiques, 1,8% parlent de la Commission électorale nationale indépendante, et enfin 0,1% évoquent des activités de médiation. Ces données font état d'une prédominance de la dynamique politique durant les mois de septembre et octobre 2023. Les MDM se rapportant à la dynamique politique sont majori-

-tairement caractérisées par des attaques adressées aux bords politiques opposés. Dans ce cas de figure, il s'agit notamment des attaques provenant de l'opposition et du collectif des candidats à la présidentielle contre le candidat à l'élection présidentielle Andry Rajoelina et ses partisans, et inversement.

Base: 540



LES SUJETS DE MDM LES PLUS ABORDÉS DANS TOUS MEDIAS CONFONDUS



L'attention particulière accordée aux informations sensibles relatives à l'organisation des élections témoignent des préoccupations et des intérêts politiques de la population à la thématique électorale, d'autant plus que cette période correspond à la période de la campagne électorale de l'élection présidentielle de 2023. Le fait que 21,6% des MDM évoquent le sujet de l'organisation des élections, atteste que les auteurs d'informations sensibles adoptent une position critique envers les organes de gestion des élections de la Grande Ile, en l'occurrence la Haute cour constitutionnelle et la Commission électorale nationale indépendante. Dans cette optique, les informations sensibles qui évoquent l'organisation des élections dénoncent, entre autres, la prétendue partialité et le manque d'indépendance de ces deux institutions. Quant aux sujets de MDM relatifs à la participation aux élections, ces informations sensibles

sont essentiellement des attaques personnelles dont sont victimes les candidats à l'élection présidentielle de 2023. Parmi les sujets liés à la participation aux élections, l'on peut citer le certificat de nationalité du candidat Andry Rajoelina, ou encore le fait que le candidat Siteny Randrianasoloniaiko soit mariée à une expatriée. D'autres auteurs de MDM s'en prennent également aux autres candidats à la présidentielle, en l'occurrence à Marc Ravalomanana, en accusant ce dernier d'être le responsable principal des événements tragiques survenus en 2009, causant plusieurs pertes en vies humaines. Par ailleurs, la très faible incidence des informations erronées liées aux activités de médiation laisse croire que la médiation, essentiellement opérée par le Conseil œcuménique des églises chrétiennes de Madagascar et par d'autres entités, ne sont pas un sujet majeur de MDM.

ANALYSE DE L'INTENTION DES AUTEURS DE MDM

Cette période d'analyse met en lumière une polarisation intense au sein de la sphère politique, caractérisée par des attaques mutuelles entre les opposants et partisans. Les opposants expriment leur mécontentement envers le candidat Andry Rajoelina à travers des campagnes de dénigrement, tandis que les partisans de Rajoelina adoptent une approche similaire envers les candidats de l'opposition.

Une grande partie de ces attaques se concentre sur l'officialisation des candidats éligibles à la course présidentielle, et d'autres événements politiques.

Pendant cette période, des fausses informations ont été largement diffusées, visant principalement à dénigrer les

candidats et à attaquer les organismes responsables des élections, notamment la CENI et la Haute Cour Constitutionnelle (HCC). Des allégations d'impartialité ont été portées contre ces organismes, les accusant de favoriser le candidat N°3. En parallèle, les candidats du collectif sont accusés de perturber le processus électoral en cherchant à repousser les élections.

Cette dynamique reflète un climat politique tendu, alimenté par des fausses informations, des attaques personnelles, et des doutes quant à l'équité du processus démocratique. Les exemples spécifiques détaillés ci-dessous illustrent la nature complexe et controversée de cette période pré-électorale.

Exemple 1 : Un journaliste accuse le collectif des candidats de chercher à semer des troubles et à déclencher une nouvelle crise dans le pays. Il soutient sa thèse en soulignant que le collectif, malgré la disponibilité du Colisée, a préféré manifester dans les rues. De plus, le collectif est accusé de vouloir instaurer un régime transitoire et de planifier le boycott des élections, privant ainsi les citoyens de leur droit de vote. (**Editorial de Free News du 9 octobre 2023, p.3**)

Cette information semble véhiculer une perception défavorable du collectif, l'accusant de déstabiliser le pays et de compromettre le processus électoral. Cependant, il est important de noter que le collectif des candidats, bien qu'en situation de protestation, n'a jamais exprimé l'intention de demander une transition ni affirmé son intention de boycotter les élections. Aucune évaluation formelle de la véracité de ces allégations n'a été entreprise, mais des conclusions définitives ont été rapidement tirées, illustrant clairement l'intention de dénigrer le collectif des candidats.

Exemple 2: Un commentaire reproche à Andry Rajoelina diverses allégations, notamment sa prétendue mainmise sur le gouvernement, la HCC et la CENI, le changement des présidents de Fokontany par ses proches, un présumé soudoiment des militaires, un présumé contrôle sur des personnalités désignées, des présumées manipulations des listes électorales et dissémination de CIN et des allégations d'altérations des cartes électorales. (**GDD Real TV Madagascar, 2 octobre 2023**)

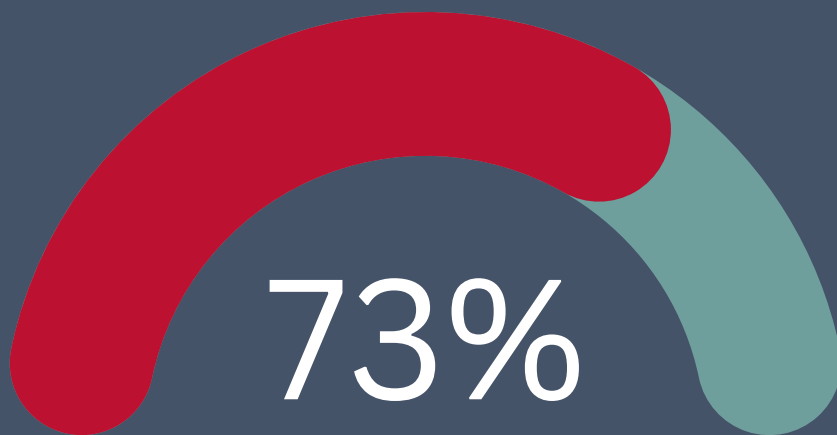
Ces allégations visent à discréditer Andry Rajoelina en le présentant comme un acteur central de pratiques douteuses. Une évaluation approfondie de ces allégations est nécessaire pour distinguer la réalité des accusations infondées.

Exemple 3: Un commentaire allègue une prétendue distribution de 30 000 ariary par homme en renfort de la manifestation organisée par le Collectif des candidats à la place du 13 mai. (**GDD Real TV Madagascar, 2 octobre 2023**)

L'auteur cherche à soulever des préoccupations concernant des pratiques potentiellement motivées par des gains financiers ou visant à manipuler l'opinion par des incitations monétaires. Cependant, aucune preuve tangible n'étaye cette allégation, mettant en doute sa crédibilité. Il est essentiel d'adopter une approche prudente en l'absence de preuves concrètes, soulignant l'importance de vérifier attentivement les allégations avant de les considérer comme des faits avérés.

LES PRINCIPALES CIBLES DE MDM

MDM à cible unique dans
tout médias confondus



Base: 1001

Sur 1001 informations sensibles liées à la thématique politique et électorale répertoriées en un mois dans les médias malgaches, 735 d'entre elles ciblent une seule entité, tandis que les 266 autres visent plusieurs cibles. Ces statistiques mettent en évidence la prévalence des campagnes de désinformation ciblées sur des individus ou des groupes spécifiques.

LES MDM À CIBLE UNIQUE

Les données présentées dans ce graphique révèlent que les candidats à la présidentielle sont les principales cibles de MDM. En effet, sur les 735 MDM à cible unique recueillies, les candidats à la présidentielles sont ciblées, dans 321 cas, ce qui indique une focalisation de l'actualité sur les prétendants à la magistrature suprême de la Grande Ile. Cela s'explique par leur visibilité accrue pendant la pré-campagne et la campagne électorale et le désir des candidats et de leurs partisans à discréditer leurs adversaires pour gagner un avantage politique. Le pouvoir en place est également au centre de l'attention médiatique. Pour cause, l'unité de monitoring des médias a répertorié 77 MDM, ce qui est courant dans les contextes électoraux. Etant donné le contexte politique et électoral, les forces de défense et de sécurité, les politiciens, ou encore les membres du gouvernement sont également ciblés par les informations sensibles. En effet, ces différents acteurs sont la cible de respectivement 47, 44 et 37 MDM. Pour ce qui est des forces de défense et de sécurité, ils ont été victimes d'informations relativement erronées, en raison de leur implication

dans le climat politique et électoral. En effet, les éléments des forces de l'ordre ont été à fréquemment contraints d'intervenir dans le cadre des mouvements organisés par le collectif des candidats à la présidentielle et de leurs partisans, lesquels se sont souvent caractérisés par des jets de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants et se sont parfois soldés par des affrontements. A noter que les partisans du collectif des candidats ont qualifié les actions des forces de défense et de sécurité de répression. Ces dernières ont également été pointé du doigt par les membres du collectif, pour leur prétendue partialité et pour leur usage excessif de la force. Pour leur part, les membres du gouvernement ont également été en proie à des MDM. Pour cause, certains candidats à l'élection présidentielle, leur comité de soutien et leurs partisans s'en sont pris aux membres du gouvernement. D'une manière générale, les critiques qui leur ont été adressées se sont rapportées aux décisions que le collectif des candidats et leurs partisans ont qualifié de partiales, d'unilatérales et d'illégales.

LES MDM À CIBLE UNIQUE DANS TOUS MÉDIAS CONFONDUS

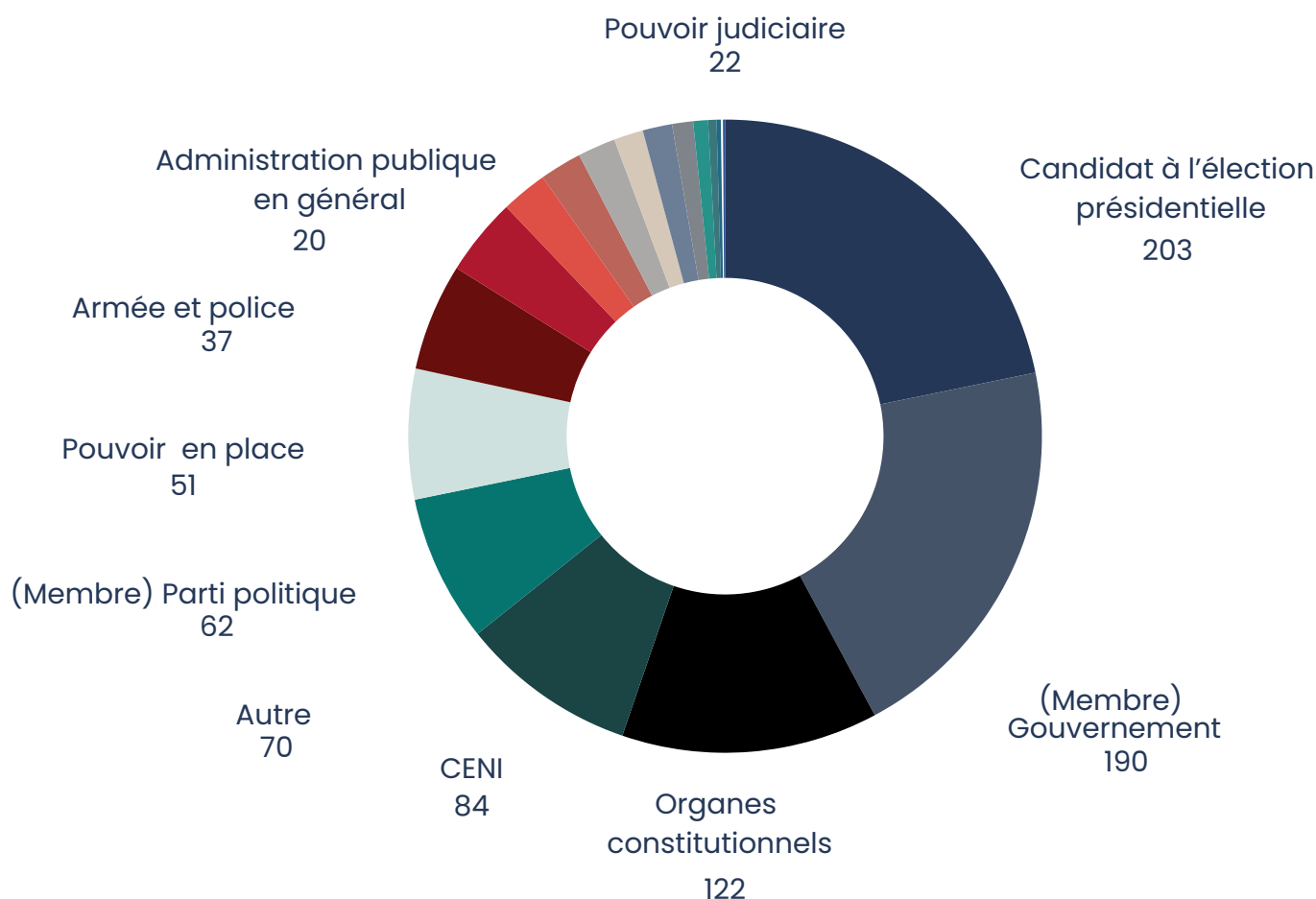
Cible de fausses informations	
Candidat à l'élection présidentielle	321
Pouvoir en place	77
CENI	49
Armée et police	47
(Membre) Parti politique	44
(Membre) Gouvernement	37
N.D.	30
Sénat(eurs)	29
Comité de soutien	25
Autre (à spécifier)	17
Organes constitutionnels	16
Processus électoral	9
(Membres) Assemblée nationale	8
Administration Publique en général	7
Communauté internationale	6
Société civile	4
Figure religieuse	4
Leader d'opinion	3
Personnes communes/Vox populi/Publique	2

LES MDM À PLUSIEURS CIBLES

Les données graphiques ci-après mettent en évidence les informations sensibles à plusieurs cibles. Sur un total de 1001 MDM sur les thématiques politique et électorale recensées par l'unité de monitoring des médias du 16 septembre au 15 octobre 2023, 266 d'entre elles ont été adressées plusieurs cibles. Autrement dit, ces MDM touchent plusieurs catégories de cible à la fois.

La grande majorité de ces informations sensibles à plusieurs cibles ont été adressées à la fois aux candidats à l'élection présidentielle, les membres du gouvernement, les organes constitutionnels, la Commission électorale nationale indépendante, ainsi que le pouvoir en place. La raison de cette situation est éventuellement attribuée au fait que les mouvements de contestation, visant simultanément la Haute Cour constitutionnelle, la Commission électorale nationale indépendante et le gouvernement en exercice, ont formulé des accusations de partialité en faveur du candidat à l'élection présidentielle, Andry Nirina Rajoelina. Des informations sensibles qui ont circulé à travers plusieurs canaux de communication prétendent, en effet, que le candidat Andry Rajoelina bénéficierait d'un traitement de faveur par rapport à ses concurrents, alléguant qu'il aurait une influence sur les organes chargés de la gestion des élections, ainsi que sur la Haute Cour constitutionnelle (HCC), responsable de la publication

des résultats officiels de l'élection présidentielle de 2023. D'autres campagnes de désinformation à portée multiple ont ciblé le certificat de nationalité d'Andry Rajoelina et sa participation à l'élection présidentielle. Ces campagnes ont regroupé plusieurs acteurs impliqués dans le processus électoral actuel, notamment le pouvoir judiciaire, la Haute Cour constitutionnelle, et le candidat Andry Rajoelina lui-même. Ces campagnes ont particulièrement mis en cause les membres du pouvoir judiciaire, les accusant d'avoir facilité l'obtention du certificat de nationalité d'Andry Rajoelina. De plus, la Haute Cour constitutionnelle aurait validé la candidature d'Andry Rajoelina malgré sa double nationalité. Enfin, Andry Rajoelina est accusé d'avoir exercé des pressions et corrompu des membres du pouvoir judiciaire et de la HCC pour assurer la validation de sa candidature, allant même jusqu'à proclamer la victoire du président de la République sortant et prétendant à sa propre succession.



SYNTHÈSE DE RECOMMANDATIONS

Ci-après une synthèse des recommandations adressées aux divers intervenants impliqués dans la prévention de la propagation de la désinformation, de la mésinformation et de la malinformation liées aux domaines politique et électoral à Madagascar :

Il est crucial pour les électeurs de faire preuve de discernement, de vérifier les sources d'information et d'adopter une pensée critique pour lutter contre l'impact potentiel des mésinformations, désinformations et malinformations pendant les périodes électorales. De plus, les médias, les plateformes en ligne et les institutions politiques ont un rôle important à jouer pour lutter contre la diffusion de fausses informations et promouvoir un débat public éclairé et équitable.

Il s'avère important de sensibiliser le public aux informations politiques et électorales fiables, surtout sur les plateformes de médias sociaux. Les autorités et les organisations de la société civile pourraient envisager des campagnes éducatives pour aider les citoyens à identifier et à évaluer les informations politiques de manière critique. L'accroissement de la transparence et la responsabilité dans la communication gouvernementale s'avère également indispensable.

Il est essentiel pour les autorités et les plateformes en ligne de continuer à surveiller et à contrôler de près le contenu politique pendant les périodes électorales afin de minimiser la diffusion de fausses informations et de garantir un processus électoral équitable et transparent. Étant donné que les plateformes en ligne jouent un rôle important dans la diffusion de l'information politique à Madagascar, une approche proactive et éducative s'avère nécessaire pour aider le public à discerner les informations fiables des fausses.

Il est primordial de mettre en place des stratégies de lutte contre la désinformation qui englobent non seulement les médias traditionnels, mais aussi les plateformes en ligne et la société civile. Une collaboration entre les autorités gouvernementales, les organisations de la société civile et les médias est essentielle pour éduquer le public sur la vérification des faits et pour promouvoir la transparence des informations diffusées sur divers canaux de communication.

Il est nécessaire de renforcer les normes éthiques et la formation pour les professionnels des médias afin de réduire les cas d'informations erronées.

Le dialogue ouvert entre les médias, le gouvernement et le public est également encouragé, et ce afin d'identifier et de résoudre les problèmes liés à la propagation des informations sensibles.

Il est essentiel d'organiser une concertation entre les journalistes professionnels des médias afin de les sensibiliser à l'importance de diffuser des informations précises et vérifiées, en particulier dans le contexte actuel. Bien que la liberté éditoriale soit respectée, il est impératif qu'ils comprennent les implications des affirmations et allégations non vérifiées qu'ils diffusent fréquemment dans les médias.